

Analyse économique et historique des sociétés contemporaines

Sous la direction de **Philippe Deubel**

ISBN : 978-2-7440-7274-1

Chapitre 12 : Les stratégies de développement

Article 1. Les caractéristiques du sous-développement

1^{er} Focus 12.1 : la parité de pouvoir d'achat (PPA)

Les comparaisons internationales de niveau de vie exprimées en monnaie (la plupart du temps en USD = dollars des États-Unis) butent sur un obstacle de taille : convertir toutes les monnaies nationales dans cette même monnaie car, au-delà du simple taux de change, un dollar n'a pas le même pouvoir d'achat selon que l'on se trouve aux États-Unis ou bien au Sénégal. Ainsi, un « revenu faible » exprimé en dollars ne voudrait rien dire dans l'absolu mais devrait être rapporté à chaque fois à la situation nationale. Pour résoudre ce problème, on calcule des revenus exprimés en monnaie à parité de pouvoir d'achat (PPA) : au sens de l'INSEE, c'est un « taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies ». Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. Ainsi, si un certain nombre d'euros permettent en France d'acquérir un bien particulier, alors leur conversion en dollars PPA doit permettre de pouvoir obtenir le même bien dans d'autres pays avec cette valeur.

2^e Focus 12.1 : les indicateurs de développement

Pour compléter l'IDH, et en particulier mesurer le niveau de pauvreté et d'inégalités au sein des PED, le PNUD a créé trois autres indicateurs de développement :

- l'IPH-1 en 1997 : c'est un indicateur de pauvreté humaine dans les PED. Il considère le sous-développement en termes de manques de droits fondamentaux : manque de droit à la vie (probabilité de mourir avant 40 ans), manque d'éducation (pourcentage d'adultes analphabètes), manque d'accès aux ressources naturelles vitales (proportion d'individus n'ayant pas accès à l'eau potable et aux services de santé, part des enfants de moins de 5 ans en insuffisance pondérale). Il existe aussi l'IPH-2 pour les pays développés avec des seuils et des indicateurs différents, propres à ces pays ;

- l'ISDH en 1995 : l'indicateur sexospécifique de développement humain pondère l'IDH par une mesure des inégalités entre hommes et femmes. Ce sont donc les mêmes critères que l'IDH mais dont le niveau moyen par pays est corrigé selon l'ampleur des inégalités hommes/femmes par domaine. On observe une forte corrélation entre le classement selon l'IDH et celui selon l'ISDH, preuve qu'un niveau élevé d'inégalités internes est bien un marqueur du sous-développement ;

- l'IPF (indicateur de participation des femmes) en 1995 pour compléter l'ISDH : c'est un indicateur de la participation des femmes à la vie politique et économique du pays.

3° Focus 12.1 : la mesure des inégalités mondiales

Se poser la question du rattrapage des pays développés par les pays en développement impose de s'interroger sur la façon dont on mesure les inégalités au niveau mondial. En effet, de la façon dont on mesure ces inégalités découle une conclusion très différente sur leur réduction éventuelle. Or, il y a trois manières de mesurer les inégalités mondiales :

- mesurer les inégalités entre pays : on compare les PNB/habitant des différents pays. On constate alors que ces inégalités augmentent depuis les années 1980 alors qu'elles avaient eu tendance à diminuer dans les années 1970 ;
- mesurer les inégalités internationales : la première mesure ne tient pas compte du poids de chaque pays. En effet, le processus de développement de la Chine touche plus de personnes que la pauvreté d'Haïti ! Les inégalités internationales pondèrent donc le niveau de richesse des pays par le nombre de leurs habitants. On constate alors que les inégalités internationales sont très fortes, plus élevées que les inégalités entre pays, du fait que l'Inde et la Chine ont un niveau de richesse par habitant encore très faible. En termes de dynamique, deux conclusions s'imposent : les inégalités internationales diminuent depuis les années 1980, mais cette réduction des inégalités est due essentiellement au rattrapage de la Chine qui concerne 20 % de la population mondiale. Si on ne tient pas compte de la Chine, les inégalités internationales augmentent ;
- mesurer les inégalités mondiales car la mesure précédente souffre encore d'un handicap : elle ne prend pas en compte les inégalités internes aux pays en considérant le niveau de vie moyen. Cette troisième mesure prend donc en compte les inégalités au sein des pays avec toutes les difficultés méthodologiques de recueil des données qu'elle implique. Ainsi, selon la méthode utilisée, les analystes s'opposent sur leur évolution. Pour certains elles diminuent, pour d'autres elles augmentent. Du moins sont-ils d'accord sur deux points : les inégalités mondiales sont surtout dues aux inégalités internationales, entre les pays. Par contre, ce sont les inégalités internes qui augmentent le plus ces dernières années, y compris dans les pays en rattrapage, ce qui contraste avec la tendance longue du xx^e siècle. Le développement peut donc s'accompagner d'un accroissement des inégalités internes aux pays.

4° Focus 12.1 : le sous-développement assimilé à un déficit d'épargne

L'analyse néoclassique assimile le sous-développement à un déficit d'épargne interne qui empêche le financement du processus d'accumulation du capital, préalable nécessaire au développement économique et social du pays. On retrouve ici l'hypothèse traditionnelle de l'épargne comme préalable à l'investissement que combattront les keynésiens. C'est la thèse de l'économiste américain Ragnar Nurkse qui, en 1953, plaide pour un apport de capitaux extérieurs devant l'impossibilité d'un financement interne du développement. Les pays en développement sont en effet prisonniers d'un cercle vicieux : la pauvreté explique de faibles revenus qui entraînent une faible épargne (forte propension à consommer), donc de faibles investissements, un niveau de productivité bas qui amène donc de faibles revenus... Les PED ne pouvant se sortir seuls de ce cercle vicieux, une aide extérieure paraît en conséquence nécessaire pour amorcer le « big push » (Paul Rosenstein-Rodan).

Article 2. Réussite et échec des stratégies de développement

Focus 12.2 : Les stratégies d'industrialisation, l'exemple de la Corée du Sud

La Corée du Sud fait figure de modèle de développement parmi les NPIA : niveau de vie élevé (PNB/habitant en PPA de 22 029 \$ PPA en 2005), niveau de développement proche de celui des pays développés (IDH de 0,921 en 2005), alors que ce pays faisait partie des pays pauvres à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La Corée du Sud s'est développée en alliant les avantages de deux stratégies depuis le début des années 1950 : protection des industries naissantes dans les années 1950, promotion des exportations dans les années 1960, développement de l'industrie lourde dans les années 1970 (favorisé par un fort interventionnisme de l'État et la remontée de filières), puis libéralisation et ouverture du marché aux capitaux internationaux à partir des années 1980. Le développement du marché intérieur a nécessité une réforme agraire préalable afin de favoriser les gains de productivité dans le secteur primaire et l'élévation des revenus agricoles. Cette stratégie de développement a été menée par un État dirigiste, initiateur de la réforme agraire et coordinateur des investissements industriels. Cet État laisse aujourd'hui de plus en plus la place aux mécanismes régulateurs du marché.

La Corée du Sud peut cependant difficilement figurer comme un modèle de développement reproductible partout, du fait de circonstances historiques spécifiques liées à la partition de la Corée suite à la guerre de Corée de 1950-1953 : aide importante des États-Unis pour contrer l'influence de la Corée du Nord, très forte cohésion nationale face au voisin qui a permis de faire accepter la stratégie à la population tout entière.